

Franck Montaugé en appelle au Président de la République



Franck Montaugé en appelle au Président de la République

Franck Montaugé, sénateur espère en un retour apaisé du dialogue avec l'ensemble des forces de la nation

Le 20 mars dernier, la procédure parlementaire de réforme des retraites s'est achevée par l'application du 49-3 du Gouvernement, dans l'attente du résultat de contrôle de constitutionnalité, les manifestations se multiplient un peu partout. Dans ce contexte, le sénateur du Gers Franck Montaugé s'adresse directement au Président de la République.

Monsieur le Président,

Nous sommes élu.es dans toute la France. Nous connaissons les gens qui y vivent parce que nous partageons quotidiennement leur vie. Ce que nous voyons c'est partout la colère qui monte contre votre réforme des retraites.

La retraite à 64 ans, n'a ni majorité dans le peuple Français ni à l'Assemblée Nationale. A votre brutalité répondent désormais des scènes de chaos dans nos villes.

Qu'attendez-vous pour entendre les Français ? Faudrait-il un drame pour que vous conveniez que vous n'avez pas de majorité sur cette réforme ?

Cette colère Monsieur le Président, c'est celle du monde du travail qui n'en peut plus, dont les conditions se sont dégradées à coup de management vertical, d'intensifications des tâches et de revalorisations salariales insuffisantes ou inexistantes.

Cette souffrance, vous avez le devoir de l'entendre. Aux premiers de corvée que vous avez célébrés pendant la crise sanitaire vous ne pouvez répondre par deux ans fermes. Les travailleuses et les travailleurs qui contribuent à la richesse de notre pays, que le labeur et l'âge usent et abîment, méritent mieux que le mépris.

Ce n'est pas de grands discours sur la valeur travail que les Français attendent mais qu'il soit donné de la valeur à leur travail et donc à leur droit au repos.

Cette réforme dynamite notre contrat social. Elle fait voler en éclats les combats de plusieurs générations qui ont conquis le droit au repos en bonne santé.

Vous seul désormais pouvez éviter le pire et faire en sorte que le pays retrouve l'apaisement. En ne promulguant pas la réforme, en la retirant ou en soumettant le choix au peuple souverain par referendum. Voilà ce que nous vous demandons solennellement, nous parlementaires et élus locaux, conscients de l'état extrêmement préoccupant dans lequel se trouve notre République.